

# Aperçus sur le Canadien-français de Montréal

---

Des mouvements intenses et parfois violents caractérisent la vie politique du Québec (1). Des querelles de drapeau l'illustrent : certains désireraient le maintien du Red Ensign, le pavillon rouge de la marine marchande britannique, chargé des armoiries du Canada et considéré en Europe (cf. le *Petit Larousse illustré*) comme le drapeau du Canada. Le Parlement d'Ottawa vient d'adopter, parmi plus de 3500 projets ou propositions, un emblème manifestant l'indépendance de l'ex-Dominion vis-à-vis de l'Angleterre. Mais il n'empêche qu'une vaste fraction de la population réclame que la Province du Québec soit érigée en Etat autonome ou indépendant.

Mais au-delà de cette agitation qui va des étudiants des universités jusqu'au Parlement, en passant par les hommes d'affaires, les femmes d'intérieur, les journalistes et les pamphlétaires et gagne même certains ecclésiastiques, et qui, plus ou moins saisonnière, restera discrète au moins jusqu'à la prochaine Exposition Internationale de 1965, il est possible de tracer une image du Canadien-français, celui de Montréal, qui est très représentatif.

Pour la tracer, il faut d'abord aller au-delà des menues contradictions dans lesquelles se débat l'habitant de Québec et qui sont celles que connaissait le Français d'avant la Révolution de 1789, augmentées de quelques autres. C'est d'abord l'imbroglio des systèmes de mesures qui emploient encore les miles, les brasses, les verges, les pouces, les demiards, les gallons, les onces-poids et les onces liquides, tempéré heureusement, pour les monnaies, par le système centésimal, car,

---

(1) L'Etat fédéral du Canada se compose de dix Provinces partageant avec la Fédération l'autorité législative, exécutive et judiciaire. Il comprend, en outre, les Territoires du Yukon et du Nord-Ouest.

bien que membre du Commonwealth britannique, le Canada est dans la zone du dollar, ce qui lui vaut d'avoir des centimes au lieu de shillings et de pence.

Ce portrait est fatalement incomplet. Il n'en a pas moins sa valeur, car il accuse les caractères les plus évidents, ceux que l'étranger remarque en premier, ceux qui conditionnent les stéréotypes courants. Il privilégie les traits que remarquent d'abord les visiteurs bienveillants qui ne font que passer dans cette grande métropole du commerce, de l'industrie et des affaires, mais aussi de la vie intellectuelle.

Nous ramènerons ces divers traits à cinq principaux : fierté, âpreté au gain, mobilité, religiosité et soif d'apprendre.

\*\*\*

Le Canadien montréalais est fier. Il a la nette conscience d'appartenir à un très grand pays, à un immense pays qui, d'un océan à l'autre (2), de l'Atlantique au Pacifique, est aussi vaste que l'étendue salée qui sépare l'Europe de ses propres rivages orientaux. L'énormité des distances terrestres, des étendues lacustres, des bassins fluviaux, des territoires glacés du Nord, qui est normale pour tous les Américains — car elle est à l'échelle de leurs continents — lui fait considérer comme peu de choses les rigueurs légendaires de l'hiver qui enserre de glace tout ce qui est liquide et couvre le reste d'une neige immaculée.

Cette vision normale d'un horizon vaste comme un continent lui permet de ne pas s'effrayer d'une agglomération de près de trois millions d'habitants s'étalant bien au-delà d'une île de 50 km de long sur 30 de large, dont le quadrillage numéroté permet à chacun de se repérer facilement et que des taxis et de spacieux autobus (et bientôt un métro) parcourent en tous sens, de jour et de nuit.

De cette ville, que domine une colline préservée, le Montréalais est fier, même si chaque jour en modifie l'aspect : ici, un quartier est démoli et rasé pour laisser passer une nouvelle artère ; là, un nouveau bâtiment en construction ajoute chaque semaine deux étages aux précédents. Le futur « métro » lui-même est digne de sa fierté. Alors qu'à Paris, qu'à Athènes, les travailleurs sont comme les termites qui œuvreraient dans des galeries de mine, à Montréal les travaux qui auraient pu être souterrains, se passent au grand jour : pour un tronçon du futur chemin de fer on coupe les avenues

---

(2) La devise du Canada *A mari usque ad mare* (d'une mer à l'autre) est tirée du Psaume 72, verset 8.

sur le nombre de kilomètres suffisant, on éventre lesdites avenues jusqu'à la profondeur voulue, on coule le béton selon les plans et l'on rebouche. Tout simplement !

Ce sentiment de fierté n'est pas strictement montréalais, il est plus généralement canadien. C'est un sentiment bilingue, si l'on peut dire. On voit sur un grand panneau, à la sortie du magnifique Parc Royal : « Soyez fiers de vos parcs nationaux ! » On lit sur une pochette d'allumettes : « Fabriqué au Canada — Soyons fiers ! ». La société propriétaire des téléphones distribue à ses abonnés un prospectus (en français et en anglais) où l'on trouve ces lignes : « Certes, nous ne serions pas prêts à nous considérer Canadiens pure laine, mais notre entreprise est canadienne dans une très forte proportion et nous en sommes fiers. » Tellé marque de casseroles vante son « *Stainless steel, proudly canadian* », son « acier inoxydable, fièrement canadien ». Une réclame luxueuse affirme même : « Nous étions fiers de notre Nouveau Papier de Toilette... même avant le sondage. Mais nous voulions être absolument certains que notre fierté était justifiée... » Et, lors du récent voyage à Québec de la Reine d'Angleterre, un tract du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.) appelant à la protestation portait : « Debout peuple québécois ! C'est le temps de la fierté ! »

La fierté nationale du Québec qui s'affirme en face de l'Angleterre, et tout autant vis-à-vis du très puissant et envahissant voisin américain, revendique de s'exprimer en français et sa détermination a obligé, de fondation, les autorités politiques et administratives à être bilingues. Les Anglais font souvent un louable effort pour apprendre les langues indigènes, mais cet effort est toujours minimum et ils s'accommodent fort bien du pidgin-english, largement suffisant pour les rapports extérieurs et la transmission des ordres. Partout, ce ne sont que les plus valeureux des colonisés qui, émergeant de la masse, parlent correctement la langue des dominateurs, et celle-ci leur devient tellement usuelle qu'ils plient bientôt leur propre langue à ses tournures et à ses expressions et contribuent inconsciemment sinon à l'assimilation, du moins au métissage culturel qu'eux-mêmes vivent. Et au Québec comme en Afrique, en Malaisie ou à Fidji, la langue locale s'abâtardit, et sans aller jusqu'au franglais, justement dénoncé mais insidieusement pratiqué, bien des phrases des Canadiens-français instruits ne sont que des démarquages involontaires ou des traductions gauches et embarrassées de l'anglais. Pour s'en convaincre, il suffit de lire la première phrase de l'édition française de *Canada 1963*, ouvrage officiel publié par le Bureau fédéral de la Statistique et autorisé par le Ministre du Commerce : « Tous les dix ans, le Canada dénombre sa popu-

lation au complet et cette vaste entreprise, appelée recensement, n'échappe pour ainsi dire à personne. Cependant, d'aucuns ignorent peut-être... » (p. 8).

Evidemment, tous les Canadiens francophones comprennent, et les Français aussi par surcroît, mais de telles phrases montrent combien la situation intellectuelle des Québécois et des Montréalais est difficile et inconfortable. D'autant plus qu'ils ont le sentiment d'appartenir par la langue, par l'origine ethnique, voire par la religion, à une culture traditionnelle dont les racines anciennes sont dans le Vieux Monde, en Europe occidentale, dans certains terroirs de France, comme en témoignent d'innombrables patronymes aux consonances « bien de chez nous ». Mais ce rattachement sentimental aux campagnes charentaises, bretonnes ou normandes eut longtemps pour corollaire l'habitude de s'exprimer en une langue proche des patois, langue qui peu à peu se gauchit, se fixa et créa ses propres expressions. Selon une formule lancée en 1959, le Canadien-français de la campagne, descendant des « habitants », ces héroïques pionniers, parle le « joual », transcription approchée de ce que l'on prononce pour dire cheval. Or, si avant 1959, il était de bon ton de se moquer de ceux qui prononçaient le français « à la française », de les tenir pour pédantesques ou poseurs, le mouvement inverse se produit désormais. Chacun s'efforce de se débarrasser de sa prononciation héritée des grands-pères. Sans rechercher la diction enseignée au cours de tragédie du Conservatoire de Paris, le Canadien-français veut s'exprimer sans plus d'accent qu'un Wallon cultivé, qu'un Romand de Lausanne ou de Neuchâtel, ou que les élites francophones d'Asie, d'Afrique ou d'Océanie.

Cela se retrouvera plus loin, comme nous le verrons.



Les traditions rurales dues à l'atavisme paysan, à l'ascendance pionnière, qui condamnent le gaspillage et proclament qu'un sou est un sou et que la richesse, hormis la terre, c'est l'argent mis dans le bas de laine, se trouvent ici constamment stimulées, encouragées. Les nombreuses banques et leurs innombrables agences installées en ville proposent de recevoir des fonds et prônent l'épargne. Toutes les affiches, toutes les réclames vous disent : « économisez ! *save your money ! épargnez !* ». Mais dans le même temps, sur cette société consommant surabondamment, les mœurs américaines étendent leur réseau de sollicitations à faire rouler l'argent, à le faire circuler sans fin, sans trêve, dans des dépenses immédiates de consommation courante.

Ce qui amène, par combinaison des deux tendances, économie et prodigalité, à une présentation caractéristique des offres d'achat. Point d'article dans les rayons des magasins qui ne soit une « aubaine », sur lequel ne soient annoncés des « rabais » considérables (de 20 à 35 %), sur l'achat duquel vous ne puissiez faire de substantielles économies.

Bien plus, et contradictoirement, le crédit à court et à moyen terme est facilité, et sur la même étiquette qui porte le prix d'un objet, payé comptant, on trouve l'indication de la somme qu'il faudrait payer chaque semaine pour l'acquérir. Le nombre de semaines n'est pas indiqué, mais, renseignements pris, l'objet revient de 8 à 12 % plus cher. Et les mêmes banques qui, à un guichet, poussent à l'épargne et au dépôt des fonds, à un autre guichet vous proposent des plans de financement pour vous permettre d'acheter une voiture qui sera presque usée quand vous finirez d'en acquitter le prix, majoré de l'intérêt.

Et l'on aboutit à ce paradoxe que c'est en jouant sur la rapacité, sur le désir d'économiser qui pourrait aboutir à l'avarice, ce qui ne semble jamais arriver, que les commerçants poussent les Canadiens à dépenser. Ils leur disent non pas : « plus vous dépensez, plus vous vous enrichissez » — ce qui serait quand même un peu gros — mais : « plus vous dépensez, plus vous économisez », ce qui est un sophisme.

\*  
\*\*

Dans une ville qui rase des maisons neuves pour faire passer des avenues, qui sans cesse bâtit, construit, peint, aménage, les Montréalais sont toujours en mouvement. Non seulement les autos particulières circulent sans cesse dans des avenues et des boulevards à quatre, cinq et six voies, même quand ils sont à sens unique ; non seulement les autobus ont toujours des gens à transporter, non seulement les hôtels voient sans cesse défiler des voyageurs, mais le mouvement humain, un peu plus lent, continue en profondeur. Rares sont les Montréalais qui sont nés dans la maison qu'ils habitent, car tous déménagent plus ou moins volontiers et pour des raisons diverses : proximité d'un nouveau lieu de travail, proximité de telle ou telle école où l'on tient à envoyer les enfants, pour se rapprocher de parents, de groupes amis, de centres d'intérêts commerciaux ou intellectuels. Deux fois par an, début mai et début septembre, parfois aussi entre Noël et le Jour de l'An, il y a un chassé-croisé de familles et de déménagements en chaîne dans une ville qui, malgré l'accroissement constant de sa population, ne connaît pas, comme l'Europe, de crise du logement et où, sans cesse d'un bout de l'année à l'autre, on trouve des appartements à louer.

Et il ne s'agit pas là seulement de ces milliers d'immigrants qui débarquent chaque année dans ce grand port fluvial où viennent accoster les navires et paquebots transatlantiques. Ces nouveaux arrivants peuvent ne rester que quelques jours avant de repartir pour un autre point de la province ou du territoire. Ils restent parfois quelques années avant de se fixer ailleurs ou de partir aux États-Unis. Ceux qui changent de logement ou de ville sont aussi des Canadiens-français, qui vont s'établir dans l'Ontario ou plus à l'Ouest, au Saskatchewan ou en Alberta, voire en Colombie britannique.

L'immensité du territoire est telle, cependant, que cette mobilité géographique s'épuise dans les limites du pays lui-même, ou au maximum, du continent dont le Canada constitue l'importante moitié septentrionale. Rares sont les Canadiens-français qui s'expatrient ou envisagent de le faire. Quelques-uns, toutefois, vont vivre dans l'un des États-Unis voisins. Beaucoup s'y rendent pour trois semaines de vacances, mais la Floride ou la Californie sont alors leurs buts d'élection, les plus riches allant dans les Antilles. Mais loin de chez eux, ils ne se sentent pas à l'aise et ne sont heureux et rassérénés que quand ils reviennent. Malgré leurs voyages et leur frange pionnière, ils transportent avec eux ou voudraient retrouver ailleurs leur manière de vivre et de sentir. Même quand ils ont la bougeotte, ils sont profondément enracinés dans leur sol. Si ce mot ne risquait de paraître péjoratif, nous dirions presque qu'ils sont casaniers.

Il y a une autre mobilité, assez comparable à la mobilité géographique et qui touche en premier lieu les immigrants, mais concerne les autres Montréalais également. C'est la mobilité professionnelle et sociale, celle-ci provoquant souvent celle-là. Pendant les époques précédentes, la frange pionnière avançait sans cesse pour défricher de nouvelles terres, ouvrir de nouveaux chantiers, exploiter de nouvelles forêts, construire de nouveaux barrages hydro-électriques, et l'annonce de hauts salaires ou les exhortations de certains grands meneurs d'hommes amenaient des familles à se déplacer et à venir s'installer toujours plus loin, pour exercer de nouveaux métiers. Cet élan, cette disponibilité renouvelée ou entretenue par l'incessant flot d'immigrants n'est pas encore tarie, et continuera longtemps.

Mais dans cette masse humaine qui s'accroît et s'enrichit d'apports étrangers une nouvelle élite se constitue, se dégage et s'affirme avec une force grandissante. L'immense majorité francophone prend conscience d'elle-même et revendique les postes de commande. Et sa jeune détermination est telle que

le pouvoir doit compter avec elle et chercher des solutions neuves à un problème dont les données se précisent progressivement.

\*  
\*\*

Cette affirmation de soi prend évidemment, en premier lieu, la forme d'une revendication d'indépendance. Si les liens économiques, si les subordinations politiques ne peuvent être relâchés ou dénoués que par des actions de longue haleine, certaines allégeances d'un autre ordre sont, elles aussi, vigoureusement secouées. Tout spécialement à la jeunesse urbaine, l'emprise du clergé catholique romain paraît pesante et parfois insupportable. Chacun reconnaît volontiers la dette que ses pères ont contractée vis-à-vis des curés des paroisses qui, contre vents et marées, ont tenu bon pour le maintien des traditions culturelles, essentiellement linguistiques et religieuses, dans un milieu anglophone et protestant anglican. Mais cet entêtement qui était la condition de survie pour un petit groupe isolé, coupé de ses racines, de ses terroirs, oublié ou ignoré par ceux qui étaient restés sur « le continent », se trouve désuet, dépassé, maintenant que les effectifs ont grossi et que des majorités importantes se sont constituées et dégagées. Un catholicisme étroit, rustaud, se méfiant de tout ce qui n'était pas lui, se tenait volontairement en dehors non seulement des courants de pensées universels, œcuméniques, mais même du renouveau théologique et biblique et se contentait de ses petits et de ses grands séminaires.

Or le monde du *Syllabus* disparaît peu à peu. L'Eglise romaine renonce avec beaucoup de lenteur et de prudence à l'idée de chrétienté, d'Etats catholiques concordataires, à l'affirmation de sa détention exclusive de la vérité. Après avoir longtemps fermé les yeux pour ne pas voir les non-catholiques, orthodoxes, protestants, juifs, païens, musulmans et autres, elle ne les nie plus, envisage le dialogue et depuis le pontificat de Jean XXIII des rencontres publiques ont lieu à Montréal entre représentants des diverses confessions chrétiennes. Mais l'état-civil n'est pas encore laïc, et les dons ou les cotisations versés aux églises sont déductibles des impôts. L'Université de Montréal est pontificale et la nomination de son recteur, même si ce devait être un laïc, est soumise à la ratification du cardinal. Cette catholicisation, profonde, constante depuis des générations, porte encore ses fruits et la pratique religieuse est très forte. La fréquentation dominicale des églises reste supérieure à 60 %. La foi et la piété populaires sont très grandes et les pèlerinages à Ste-Anne-de-Beaupré, la ferveur qui se manifeste à l'Oratoire St-Joseph, sont symptomatiques. D'innombrables pétitions sont signées

(et les Canadiens d'origine italienne en sont les plus ardents propagandistes) pour demander la canonisation du bienheureux Frère André, le « thaumaturge de Montréal », comme l'appelaient les journaux de l'époque. Mais, dans le même temps, les écoles privées ont du mal à recruter un personnel enseignant qui soit à la hauteur des tâches que désormais on exige de lui. Si la loi dispense encore les membres du clergé de posséder les grades universitaires pour enseigner, les élèves réclament davantage que de la bonne volonté de la part des maîtres d'école, et les parents, s'ils sont heureux que leurs enfants sachent réciter le catéchisme, tiennent à ce qu'ils apprennent bien d'autres matières par surcroît. Le clergé enseignant est parfaitement conscient de cet état de choses et c'est de lui que sont parties quelques initiatives pour que des changements se produisent. Des pamphlets comme *Les insolences du Frère Untel*, des livres comme *Problèmes de culture au Canada français* du R.P. Angers, de l'ordre des Jésuites, circulent — *cum permissu superiorum* — et secouent les esprits. (3)

L'élite de la jeunesse, celle qui a les moyens de fréquenter l'Université, supporte avec une impatience croissante la discipline que constitue un système scolaire qui reste scolastique et, au sortir du secondaire, est souvent en réaction violente contre ceux qui devraient être ses directeurs spirituels, mais qui lui paraissent attachés à des valeurs contestables parmi lesquelles l'obéissance allant jusqu'à la soumission passive est regardée comme la principale vertu.

Pourtant — car la crise des effectifs, la difficulté du recrutement, si elles sont réelles, ne sont pas visibles — les innombrables congrégations masculines et féminines semblent florissantes et même les Franciscaïns paraissent cossus. Toutes les églises, les maisons communautaires, les œuvres scolaires ou médicales — il est vrai que celles-ci ne sont presque jamais gratuites — ne semblent pas manquer de moyens. Les Canadiens restent généreux pour leurs conducteurs religieux. Et ceci n'est pas vrai seulement pour les catholiques, mais l'est également pour les juifs et les protestants : les premiers ont de coquettes synagogues et des hôpitaux luxueux, les seconds ont des temples nombreux et des écoles réputées. Et le rôle de ces établissements scolaires est loin d'être négligeable, car il contribue, très indirectement, à une laïcisation de l'ensei-

---

(3) *Les insolences du Frère Untel*, Montréal, 1960, Editions de l'Homme. — *Problèmes de culture au Canada français*, par Pierre Angers, s.j., Montréal, 1960, Beauchemin.

nement et répond trop faiblement à ce qui est une autre caractéristique du Canadien-français de 1965 : le désir d'être instruit.

\*  
\*\*

Cette soif d'apprendre, cet élan vers plus de culture, se manifeste de diverses façons : par le nombre accru de libraires qui ne vendent pas seulement des journaux ou des revues illustrées — et là, le bond est spectaculaire — mais des périodiques d'information et de formation politiques, des organes de mouvements revendicatifs.

Et ceci va même plus loin, car c'est toute une vie de l'esprit qui s'éveille : non seulement de pertinentes et subtiles analyses sociologiques sont menées par des chercheurs et des professeurs, tant à Québec qu'à Montréal (4), mais dans les « cabarets », presque chaque soir, des chansonniers se moquent spirituellement des principaux travers de la société rurale dont ils sont issus et de la société urbaine à laquelle ils appartiennent. Ils l'aident ainsi à prendre conscience d'elle-même et à reconnaître les principales lacunes de sa formation sociale, intellectuelle et philosophique. Cette revue critique de l'état de choses se fait parallèlement dans des ouvrages ayant plus ou moins de diffusion. Le plus connu est certainement l'ouvrage dont nous avons déjà parlé (*Les Insolences du Frère Untel*), qui a dépassé 118.000 exemplaires, où sont spécialement relevés les défauts du système scolaire. Et comme la province du Québec, bien qu'on y parle surtout le français, est un pays de constitution anglo-saxonne, les autorités se sont saisies du problème et ont nommé une commission qui a déjà publié quatre rapports dont les conclusions, si elles sont appliquées telles quelles, seront dans bien des cas, sinon révolutionnaires, du moins au départ de très profondes modifications de l'organisation actuelle.

Ces modifications de la structure scolaire auront à plus ou moins brève échéance des conséquences importantes, car ce seront de nouvelles vagues de jeunes gens instruits qui pourront, dans un avenir qui s'approche rapidement, accéder aux leviers de commande.

C'est ce qui explique le second trait que nous remarquons : l'afflux sans cesse grandissant des jeunes dans les Universités ; à Montréal, la Faculté des Sciences sociales qui comptait, il

---

(4) Par exemple : Abbé Norbert Lacoste : *Les caractéristiques sociales de la population du grand Montréal*. Thèse de l'Université de Montréal. Faculté des Sciences sociales, économiques et politiques. 1958.

y a une douzaine d'années, 80 étudiants, en a, en 1965, plus de 900. Et l'afflux vers des « départements » ou des disciplines réputés ardues ou difficiles reste important.

Ces étudiants, en faisant de très gros sacrifices pour leurs études (il en coûte environ 500 dollars par an pour les inscriptions et frais obligatoires, sans parler de la quasi-impossibilité d'exercer un travail rémunéré à cause des cours) ont deux objectifs principaux : le premier est de se tailler une situation dans un monde qui révère les diplômes. Il leur faut donc acquérir un parchemin et, si possible, aller rapidement jusqu'au doctorat.

Cette course aux diplômes par ailleurs ne laisse pas d'avoir pour des Européens son côté amusant. On voit ainsi décerner, sur le même plan, des diplômes en géographie ou en chimie et des diplômes en éducation physique ou en bibliothéconomie, ce qui peut venir autant du désir de valoriser certaines disciplines que de la nécessité qu'ont certains instituts ou écoles professionnelles d'être reconnus par une grande Université, pour que leurs examens soient considérés sur le marché du travail.

Mais le second mobile des étudiants est de s'ouvrir au monde en acquérant les connaissances indispensables aux membres d'un grand pays qui veut jouer dans l'océcumène un rôle en rapport avec ses potentialités.

Les Canadiens-français se sentent et se savent égaux à n'importe qui et tiennent à le démontrer, moins par des discours fracassants dans les tribunes internationales que par des réalisations tangibles, spectaculaires comme cette Exposition mondiale prévue à Montréal pour 1967 et pour laquelle on fait des travaux fabuleux. Cette ouverture au monde se fait par la culture, l'art et la science auxquels des étudiants des pays dits sous-développés sont invités à venir participer par des bourses d'année en année plus nombreuses, et pour des études dont l'intérêt est tel que même des ressortissants de pays équatoriaux ou tropicaux consentent à s'expatrier et à affronter le rigoureux hiver pour les accepter.

La soif d'apprendre est grande et les étudiants sont exigeants, mais ils n'ont pas cette turbulence, cette agressivité qui est habituelle en Europe ou même en Afrique. Assidus aux cours, malgré leurs horaires chargés, ponctuels dans leurs devoirs, ils font confiance à leurs maîtres pour leur communiquer une connaissance qui les éblouit et les fascine d'autant plus qu'elle remet en question des affirmations qu'ils croyaient intangibles. La science digne de ce nom ignore le dogmatisme et c'est là pour eux une découverte capitale qui leur donne accès à tout le reste.

Nous pouvons nous arrêter sur ce trait et le faisons d'autant plus volontiers que, grâce à lui, tout l'avenir est lumineux. L'affirmation de soi que nous remarquons au début de ces lignes n'est pas négative, dirigée contre l'extérieur comme elle l'avait longtemps été, mais elle prend progressivement un contenu de plus en plus réel au fur et à mesure que cette personnalité acquiert des possibilités intrinsèques. Bientôt, dépassant le stade des réalisations orientées vers son propre contentement, le Canadien-français montréalais, ayant résolu ses difficiles problèmes politiques, ressentant les responsabilités que posent au monde industrialisé les pays pauvres, affamés et surpeuplés, acceptera sa part de ce qui restera, longtemps encore et quoi qu'on dise, « le fardeau de l'homme blanc ».

Louis MOLET.

---

**CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES  
DE PSYCHOLOGIE DES PEUPLES  
ET DE SOCIOLOGIE ECONOMIQUE**

**ACADÉMIE DE ROUEN**

**SIÈGE DU CENTRE : LE HAVRE**

(Décret du 20 juin 1960)

---

**R E V U E**

DE

**Psychologie des Peuples**

---

LOUIS MOLET

---

**Aperçus sur le Canadien-français  
de Montréal**

---

O. R. S. T. O. M.

Collection de Référence

n° 10229

EXTRAIT DU NUMÉRO DU 2<sup>m</sup> TRIMESTRE 1965  
DE LA REVUE DE PSYCHOLOGIE DES PEUPLES